A Toulouse et ailleurs, le 7 Novembre 2026

Madame la Présidente,

Nous, DU des UR et UMR d'UT2J, réuni·es le vendredi 6 novembre 2026, souhaitons vous faire part de nos préoccupations et vous adresser des demandes concrètes.
Nous partageons et soutenons les revendications portées par le mouvement social actuel.
Nous constatons au quotidien la dégradation profonde des conditions de travail, d'étude et de recherche à l'université, qui affecte l'ensemble des personnels et des étudiant·es/doctorant·es. Nous sommes pleinement conscient·es et nous subissons de plein fouet les conséquences délétères de la détérioration croissante du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.
Nous sommes solidaires de cette mobilisation et attaché·e.s à ce que les liens entre étudiant·es, doctorant·es et personnels, qui constituent la force d'un mouvement collectif légitime, soient préservés. Nous soutenons également l'ouverture d'un dialogue entre la présidence et les étudiant·es et personnels mobilisé·es.
C'est précisément parce que nous soutenons ces revendications que nous souhaitons alerter sur les conséquences, pour nos collectifs de travail, de la situation actuelle sur le campus du Mirail.

Les décisions concernant l'accès aux bâtiments du campus, notamment la Maison de la Recherche et les plateformes, présentées tour à tour comme une "fermeture" ou un "blocage", ne s'accompagnent à ce jour d'aucune communication claire précisant leur nature, leurs motifs, leur fondement juridique et leurs modalités d'application. Cela se traduit souvent, au sein de nos unités, par un flou auquel nous-mêmes sommes incapables de répondre. Vos messages du dimanche 1er novembre et du vendredi 6 novembre, qui ne font aucune allusion aux activités de la recherche, renforcent notre inquiétude quant à leur prise en compte !

Nous vous demandons donc instamment de mettre en œuvre les conditions permettant :

- la tenue, à la Maison de la Recherche, de la soixantaine de soutenances de thèse et d'HDR prévues avant la fin de l'année 2026. Le respect des dates de soutenances est déterminant pour les candidat·es, notamment au regard des échéances nationales (qualifications au CNU et campagnes d'emploi). Lorsque l'accès à la Maison de la Recherche ne peut être garanti, nous demandons que l'établissement accompagne la mise en place de solutions alternatives, dans des conditions matérielles, techniques et administratives permettant d'assurer le bon déroulement des soutenances.
- l'accès aux plateformes techniques nécessaires à la collecte et à l'analyse des données, essentiel à la poursuite des recherches, notamment pour les doctorant·es, les postdoctorant·es et les stagiaires accueilli·es dans nos laboratoires. Soumis·es à des calendriers contraints et confronté·es à des conditions matérielles souvent précaires, ces jeunes chercheur·es sont particulièrement vulnérables à une interruption prolongée de leurs activités qui compromettrait l'aboutissement de leurs travaux de recherche dans les délais impartis. Au-delà des difficultés immédiates d'accès aux équipements, ces interruptions peuvent également compromettre le respect des engagements scientifiques et contractuels des laboratoires, notamment lorsque les recherches s'inscrivent dans des calendriers

contraints par des financements, des conventions ou des protocoles de recherche. Nous demandons qu'une réflexion soit engagée sur les mesures d'accompagnement et de soutien à prévoir pour les doctorant·es et les postdoctorant·es dont les travaux auront été affectés (délais, financements, etc.).

Nous souhaitons également attirer votre attention sur la situation des services administratifs des équipes, de la DAR, du SEDOC et de leurs personnels. Déjà complexe, le déploiement de SIFAC + se heurte à la mise en place systématique du télétravail des personnels administratifs. Nous demandons que le cadre du télétravail soit clarifié, dans un souci d'égalité de traitement des agent·es, et que le calendrier de SIFAC+ comme celui de l'arrêt de Scout et de la mise en place de Partage et Fichiers soient assouplis. La délocalisation de certaines activités que nous organisons collectivement, y compris en lien avec la mobilisation (cf. séminaires alternatifs, programme des Savoirs libres) - mobilise une énergie considérable que nous ne pourrons pas soutenir durablement. Il est urgent d'y mettre fin ! Ces adaptations, qui témoignent de l'engagement des équipes pour maintenir une activité scientifique et collective, ne sauraient toutefois constituer une solution durable. Il apparaît indispensable que des conditions de fonctionnement plus stables puissent être rapidement définies.

D'autres difficultés pèsent sur nous : l'organisation de manifestations scientifiques préparées de longue date et qui engagent de nombreux moyens humains et financiers (dont certains seront perdus), ou l'isolement qui peut fragiliser certain·es, notamment des doctorant·es, déjà confronté·es à une précarité croissante liée à l'austérité et au désinvestissement dans la recherche publique. Dans ce contexte, la préservation de lieux de sociabilité et d'espaces de travail collectifs est indispensable à la poursuite de nos activités.

Nous vous demandons de nous recevoir sans délai afin d'échanger sur les mesures concrètes pour rétablir des conditions de travail, d'étude et de recherche acceptables, dans un contexte national de service public de l'ESR déjà très fortement dégradé et pour lequel nous tentons de nous battre aujourd'hui.

Sincères salutations,

Les DU des UR et UMR : CAS, CEIIBA, CLLE, CREG, EFTS, ERRAPHIS, GEODE, Il Laboratorio, LCPI, LERASS, LISST, LNPL, LPS-DT, PLH, TRACES, UTOPI